688

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 688 16 juin 1983
Vingtième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
François Brutsch
Marcel Burri
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Ernest Bollinger
Jeanlouis Cornuz

Homogénéisation

Quoi, cette chose, dite par le titre? Une sorte de maladie des groupes sociaux. Comme un début de sclérose. Un excès de consanguinité mentale. La pulsion de répétition devenant radotante.

Se réunissent et se retrouvent ensemble ceux qui veulent du semblable ou du même, du déjà entendu, de la redite réchauffée.

Ils se serrent et se resserrent. Leur bonne conscience est tellement matelassée que l'air extérieur ne trouve où coulisser. Coefficient parfait d'isolation de groupe.

Sectes, partis, tendances, amicales, confréries, clans, on pourrait, facile, établir une typologie des sociétés homogènes.

Particulièrement dignes d'intérêt, de ce point de vue, les milieux économiques.

Ils aiment à prôner la concurrence, qui est un affrontement où le meilleur gagne, à faire l'éloge de la responsabilité, qui veut que les défailnants soient sanctionnés et les valeureux, récompensés.

Or les milieux économiques ne cessent de se réunir pour entendre toujours le même discours.

Comme le pays est petit, des notables aux figures connues se retrouvent donc entre eux pour entendre sempiternellement (et pourtant leur temps est précieux) le discours sur les mérites de l'initiative et les entraves étatiques.

Jamais je n'ai repéré un orateur, invité pour dire que l'initiative, dont on ne saurait trop faire l'éloge, n'est pas uniquement et nécessairement privée. Il y a des individus, des groupes qui ont le goût de l'initiative, même s'ils agissent dans un cadre étatique, paraétatique, collectif. Tout aussi

intéressant serait l'observation des entraves à l'initiative à l'intérieur des secteurs économiques qui se réclament de l'initiative privée...

Ne pas déranger!

Je n'ai pas oublié cette assemblée générale, à Montreux, des banquiers suisses — milieu masculin homogène — qui, désireux d'entendre parler du socialisme (louable curiosité apparente) avaient invité M. Olivier Reverdin. Ils ne furent pas déçus.

Plus grave, parce qu'il ne s'agit plus seulement de rituel verbal, l'homogénéisation des conseils d'administration.

Y sont admis des gens représentatifs, selon le principe de la belle affiche et de leur faculté d'intégration.

Je sais des conseils d'administration où poser une question est inconvenant, signe d'une méfiance déplacée ou d'une méconnaissance des usages: sorte de bruit incongru.

Les mérites de la participation seraient, entre autres, d'introduire dans ces conseils des ferments de discussion et de casser la cooptation qui est le principe fondamental de la génération du milieu homogène.

Autre signe de la dégénérescence des conseils d'administration (voyez sur le même sujet et avec la même sévérité un article récent de la «NZZ»), c'est l'irresponsabilité, en cas d'échec, des administrateurs.

Zinoviev soulignait avec force combien la classe dirigeante soviétique, en situation privilégiée, s'abritait sous un discours égalitaire. De même notre classe dirigeante, qui donne les signes d'une homogénéisation excessive, tient idéologiquement le discours de la concurrence, de la responsabilité et de la remise en cause qu'elle n'accepte plus, pour son fonctionnement interne, même à dose posologiquement prescrite.

A. G.

Neuf destins à travers l'Histoire

La lecture de la «Feuille d'avis officielle» de la République et canton de Genève, exercice aride certes, mais aussi, de temps à autre, instant d'émotion. Appréciez-vous comme nous le pan d'histoire dévoilé par ce petit communiqué publié le 8 juin dernier?

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

1er avis

Les personnes susceptibles de donner des nouvelles de **Mme Fatia Akerman** et de **M. Boris Akerman**, lesquels étaient domiciliés en 1925 à Arbat, 6, rue Maloi Nicolas Pescofsky, logement No 19, à Moscou en URSS, de **M. Willy Mertens**, dont le dernier domicile connu était à Magdebourg, Allemagne de l'Est, de **M. Nicolas Mertens**, dont le dernier domicile est inconnu, de **Mme Sarah Konowska**, qui était domiciliée en 1922 à Warszawa Praga Zabkonska 27/31 m8, Pologne, de **Mme Jenny Kasas**, dont le dernier domicile connu était à Budapest, Hongrie, et qui était dans les services de l'armée russe en 1944, de **Mme Sarah Kokinas**, dont le dernier domicile connu était 34, rue Rouelle, à Paris XV^e, de **M. Elias Kasas**, dont le dernier domicile connu était en Crimée, Russie, et de **M. Serge Kasas**, dont le dernier domicile connu était à Vladivostok, Sibérie, sont priées de se faire connaître auprès du soussigné dans le délai d'une année dès la première insertion du présent avis.

Genève, le 1er juin 1983.

Initiative, quand tu les tiens!

Ainsi donc, le TCS maintient son initiative populaire concernant l'affectation des droits sur les carburants, alors que l'on s'attendait à un retrait après les concessions faites aux bagnophiles dans l'article constitutionnel voté le 27 février dernier.

L'initiative populaire est un moyen de pression, c'est bien connu. Mais le TCS innove en poussant l'exercice plus loin que les initiants habituels. Le calendrier s'y prête à merveille: lancée au début juillet 1982, l'initiative populaire a recueilli plus de 140 000 signatures en trois mois, et a donc été déposée dès le 29 octobre dernier, alors que la récolte aurait pu durer jusqu'au 6 janvier 1984.

De son côté, le Conseil fédéral doit faire connaître sa position sur l'initiative — et le cas échéant rédiger la législation d'application qui tiendra lieu de contre-projet de fait — d'ici l'automne 1985. Suivront les débats parlementaires, qui permettront au TCS de connaître exactement la géographie du domaine avant de prendre une éventuelle décision de retrait. Une merveille de synchronisation: chronomètre et épée de Damoclès à la main, le TCS peut voir venir, attentif et serein, sans problèmes. Il faut le reconnaître: le cas de l'initiative du TCS constitue plutôt une exception. Car, dans l'ensemble, l'histoire de la démocratie semi-directe est émaillée de coïncidences ratées et de pièges chronologiques. Tout particulièrement quand les initiatives populaires viennent de gauche. Nous voterons sans doute l'année prochaine sur l'initiative socialiste contre les abus du secret bancaire sans avoir la moindre des certitudes à propos du projet de révision de la Loi fédérale sur les banques.

La gauche n'a pas le bénéfice exclusif de ce piège: on ne connaîtra pas davantage la nouvelle teneur

du fameux article 19 de la Loi sur l'agriculture au moment de voter sur l'initiative contre les importations excessives d'aliments fourragers; ni celle de la Loi révisée contre la concurrence déloyale au moment de voter sur l'initiative visant à lutter contre le dépérissement des petits commerces.

Il se pourrait que, grâce à la diligence du comité d'experts actuellement à l'œuvre, l'initiative des syndicats chrétiens pour la protection contre les licenciements échappe au piège classique du contre-projet de fait (par voie légale) non définitif au moment du vote. Pour cela, la procédure de consultation devrait être exceptionnellement brève, et l'administration tout aussi exceptionnellement rapide pour le dépouillement; le Conseil fédéral devrait à son tour se décider promptement et les Chambres examiner le problème dans son ensemble. Beaucoup de conditionnels pour un miracle, décidément.

Le plus beau dans toute cette affaire, le plus rassurant en tout cas, c'est que les partis politiques, pas davantage que les mouvements dont les préoccupations s'expriment par l'initiative populaire, ne se découragent pas de faire des propositions et de sortir dans la rue pour recueillir des signatures.

Dans le seul domaine de la protection de l'environnement, on parle déjà de deux initiatives populaires, destinées à rappeler le législateur à l'ordre, afin qu'il accomplisse la mission à lui confiée par le peuple et les cantons le 6 juin 1971. Tel est donc le nouveau type de pression exercée par le moyen de l'initiative populaire: agir sur le Parlement au moment même du débat — un peu à la façon du TCS, mais pour la cause écolo.

Avec, en prime, la possibilité d'éviter le risque majeur du référendum, qui menace toujours de conduire au néant — par cumul des oppositions.

Courage, chers camarades et autres collègues: les pays étrangers n'ont pas fini d'admirer ce qui nous reste de la démocratie directe.

Radios locales: les pièges de l'ordonnance

On ne sait toujours pas quand les premières radios locales pourront démarrer, mais on connaît maintenant les critères pour l'octroi des concessions. Soyons précis: la publication qui vient de paraître est une «pré-étude pour le contexte de la phase d'essai et les enquêtes parallèles prévues, conformément à l'Ordonnance sur les essais locaux de radiodiffusion du 7 juin 1982»¹. L'auteur, le professeur Saxer de l'Université de Zurich, aidé par trois de ses assistants, fait des propositions pour les autorisations. Il répond ainsi à une demande formulée par le département de M. Schlumpf.

Dans l'introduction et l'analyse générale, le professeur Saxer souligne la difficulté d'établir des critères dans le domaine des médias dont l'avenir est incertain et a fait l'objet de peu d'études.

DU TEXTE À LA RÉALITÉ

L'ordonnance fédérale «ad hoc» ne facilite pas la tâche. Comment peut-on, par exemple, «déterminer les répercussions que peuvent avoir les programmes locaux de radiodiffusion sur les autres médias» (art. 3, lettre a), quand l'ordonnance impose de telles restrictions pour les essais (par exemple, en matière de publicité) que les effets sont forcément limités? Dans l'esprit des autorités, la presse écrite locale ainsi que les structures de la SSR doivent être sauvegardées.

Plus difficile encore de «déterminer les effets sur la vie communautaire» (art. 3, lettre c): sans vraiment expliquer ce qu'on veut atteindre, on navigue entre la défense du statu quo, la tentation économique, le souci social, le désir de «faire participer davantage le citoyen» et la crainte de l'innovation.

On remarquera d'ailleurs que presque toutes les considérations tournent autour de la notion de l'*information* et, par conséquent, du problème de la concurrence en matière d'information. C'est une vue de théoriciens, car le bon peuple ne demande pas autant: il a envie d'autre chose. Les radios locales offrent (à l'étranger) et offriront (en Suisse) surtout de la musique d'ambiance, du rock, du pop et des jeux!

L'AUBAINE DES EXPERTS

L'ordonnance impose (art. 27) des enquêtes parallèles, pendant toute la durée des essais. C'est un piège, mais c'est aussi l'aubaine des experts et des «scientifiques des médias». Tout devient scientifique (encore un piège)! Les spécialistes établissent des grilles pour les enquêtes, les instituts de sondage et les assistants en science politique et en «sciences de la communication» flairent des mandats. «L'enquête doit faire partie intégrante de la période d'essai», affirment-ils, «elle permettra l'appréciation politique, la prise de décision définitive et l'élaboration de la future législation.»

Seulement voilà: toutes ces enquêtes ne sont nullement subventionnées, mais devront être financées par les demandeurs de concessions. Les frais (estimés à 60-80 000 francs) dépasseront même de nombreux budgets d'exploitation. L'étude recommande d'ailleurs aux autorités fédérales de tenir compte des budgets «réalistes»!

L'obligation de faire des enquêtes parallèles équivaut en réalité à une mesure de censure: seuls les riches passeront par le trou de l'aiguille!

DÉCRYPTAGE ZURICHOIS

Deux surprises pour les Romands: l'étude avec les propositions de critères d'octroi de concessions a été présentée à Zurich, uniquement en allemand. Elle vient de paraître, mais doit être achetée en

librairie. Seulement en allemand! Une traduction n'est pas prévue, apprend-on. Et pourtant, les Romands auraient des choses à dire! Par exemple, sur l'ambiguïté des représentations graphiques et des tableaux chiffrés: ils découvriront certaines contradictions entre les considérations générales et les données statistiques. Ainsi, le professeur Saxer recommande au Conseil fédéral de ne pas accorder de concessions à des groupes de presse dominants dans leur région. Pour Genève, le «groupe dominant» serait, d'après le tableau, la «Tribune de Genève» (qui n'a pas fait de demande de radio locale), dans un canton qui compte neuf (!) quotidiens (on introduit ici des critères publicitaires!). En ce qui concerne le canton de Vaud, dans quatorze des dix-neuf districts, le quotidien «24 heures» figure comme «le plus fort», donc: pas de concession! En revanche, «La Suisse» (pauvre petit second un peu partout) n'occupe une place dominante qu'à... Nyon! Heureusement, elle a fait une demande de concession pour Genève!

INSPIRATION ALLEMANDE

Autre surprise: l'analyse s'appuie en grande partie sur la situation et les essais en République fédérale d'Allemagne. Nous avons compté dix-huit références de ce type; aucune mention, en revanche, des radios libres en France. La partie bibliographique comporte une centaine de publications et d'études écrites en allemand et une seule en français. On voit d'où vient l'inspiration. D'ores et déjà, on ne semble pas attribuer beaucoup d'importance aux opinions romandes en matière de radios locales.

Vaudois, Genevois, Valaisans et Jurassiens: vous êtes avertis!

Ernest Bollinger

¹ *Lokale Rundfunk-Versuche*, Editions Sauerländer, Aarau, 1983.

DÉCHETS RADIOACTIFS

Les mensonges de la CEDRA (suite)

Le 3 juin de cette année, la CEDRA publiait un communiqué triomphaliste complaisamment reproduit par la presse. «Dans le rapport d'activité pour 1982 du Groupe de travail de la Confédération pour la gestion des déchets nucléaires (AGNEB), qui vient d'être publié, la CEDRA (Société coopérative nationale pour l'entreposage de déchets radioactifs) voit son choix des vingt sites de sondage pour le stockage définitif des déchets de faible et moyenne radioactivité

approuvé par cette institution. Malgré des méthodes de travail différentes, le sous-groupe «Géologie» de l'AGNEB parvient en effet à des résultats comparables à ceux de la CEDRA dans son évaluation géologique des sites. Par ce sous-groupe «Géologie», l'AGNEB s'est assuré le concours d'institutions scientifiques reconnues et indépendantes (...).»

Comme il est impensable qu'une institution scientifique indépendante puisse cautionner les sottises de la CEDRA, on se gratte la tête et on fait venir le rapport en question (Office fédéral de l'Energie, cinquième rapport d'activité du groupe, etc., période sur laquelle porte le rapport:

1.1.82-31.12.82). Sous la signature du professeur R. Trümpy de l'EPFZ, secrétaire du sous-groupe «Géologie», on peut y lire les appréciations suivantes:

1. Les lieux de stockages retenus ont été choisis raisonnablement.
2. Le groupe s'est demandé: pourquoi ces sites et pas d'autres, mais il n'est pas de sa responsabilité de faire des contre-propositions.
3. Cependant on est surpris par la rareté des sites choisis dans le cristallin (granite, gneiss); ces roches sont actuellement explorées pour l'entreposage de déchets hautement radioactifs: à plus forte raison auraient-ils dû retenir l'attention pour des déchets moyennement et faiblement radioactifs.

EPIDÉMIE

La rage des géologues danois

Il n'y a pas qu'en Suisse que l'intoxication pseudo-scientifique bat son plein à propos du stockage des déchets plus ou moins radioactifs. Voyez au Danemark où la controverse est entrée dernièrement dans une phase suraiguë.

Pour apprécier les rapports de forces politiques et économiques qui sous-tendent la situation danoise, il faut savoir que ce pays n'a pas encore d'industrie nucléaire, la position du gouvernement étant qu'aucune décision dans ce domaine ne saurait être prise tant que la question des déchets et celle de la sécurité des réacteurs n'est pas tranchée.

Bombe en juin 1981: les deux compagnies d'électricité, Elsam et Elkraft, publient un rapport (après deux ans et demi d'études) dans lequel elles affirment que les déchets radioactifs pourraient être stockés en toute sécurité dans des mines de sel situées en différents endroits du territoire danois. En décembre 1982, la Société danoise de géologie (DGU) publie une évaluation (commandée par le

gouvernement) du travail de prospection mené par les deux compagnies et soutient y voir décelé un certain nombre de fautes sérieuses et d'omissions. En fait, la DGU conclut que les sites proposés ne peuvent pas convenir au stockage de déchets hautement radioactifs.

Pour comprendre la vigueur du débat, quelques points précis développés depuis lors face à l'opinion publique! Pas de conciliation en vue...

1) Les compagnies affirment avoir découvert une large zone de sel recouverte par une couche d'eau peu épaisse à Mors. La DGU répond que les compagnies «n'ont apporté aucune preuve de l'existence de cette zone; que leurs conclusions sont incorrectes et que les études faites en ce moment prouvent que les minéraux trouvés dans cette zone la rendent impropre au stockage».

2) Les compagnies déclarent qu'il serait possible dans l'état actuel de la technologie de loger un conteneur à Mors. La DGU répond que les couches fluides et les concentrations de gaz et de fluides pourraient entraîner un certain nombre de problèmes dont les compagnies ne parlent même pas dans leur étude. De plus, en raison de la nature fluide du sol salé, il n'est pas exclu que les trous se referment

avant que les conteneurs aient été descendus à la profondeur souhaitée.

3) Les compagnies prétendent que l'acier des conteneurs résistera à la corrosion par le sel. La DGU fait valoir que, au contraire, le sel attaquera certainement l'acier, provoquant ainsi un important risque de fuites radioactives.

4) Les compagnies déclarent que, même en cas d'intrusion humaine dans le système, les fuites seraient si minimes qu'elles ne pourraient avoir aucune conséquence fâcheuse. La DGU estime que les compagnies ont sous-estimé les risques et les conséquences d'une fuite radioactive dans la biosphère.

5) Les compagnies déclarent qu'il y a des sites, autres que Mors, qui pourraient convenir. La DGU répond qu'il n'y a aucune preuve sérieuse de l'existence de ces sites.

On en était là, lorsqu'il y a quelques semaines un représentant du Centre néerlandais pour l'énergie nucléaire affirmait à la TV hollandaise que les industriels danois avaient résolu le problème de l'évacuation des déchets... Tollé monstre au Danemark. A suivre!

4. Un jugement ne sera possible que suite à d'autres études (hydrogéologie, sondages) car dans le rapport de la CEDRA, il a été tenu compte des sources thermales et minérales, mais une attention trop faible a été accordée aux sources ordinaires.

5. Sur les vingt sites inventoriés par la CEDRA, sept sont écartés plus ou moins définitivement et deux projets (Mt. Aubert et Mouron) sont refusés dans leur état actuel: donc, en tout neuf projets refusés.

Considérons la CEDRA comme un candidat; sa copie recevrait les appréciations suivantes: le sujet a été traité de manière incomplète, tout un volet ayant été oublié, et, dans la partie traitée une grosse moitié seule est acceptable (11 sur 20 ou, pour rester dans une échelle qui nous est plus habituelle, 5,5 sur 10); moyenne du travail: environ 3,5 dans l'échelle de dix! Et la CEDRA considère que son choix a été approuvé par les géologues et le public. Le culot de ces gens est décidément sans limites!

POUR UN NOUVEL ORGANISME

Dans le même rapport, regardons ce qui est écrit à propos du bois de la Glaivaz, près d'Ollon: *Mauvaises conditions d'affleurement. Théoriquement, on peut s'attendre à un important gisement d'anhydrite, mais, en l'absence de sondages, on ne peut rien dire sur la géométrie de ce corps d'anhydrite, sur ses inclusions de roches étrangères et sur son degré de fracturation. Des études ultérieures sont nécessaires avant que ce site puisse être promu en première priorité. Donc à suivre, jugement impossible actuellement.* C'est à peu de chose près le même jugement qui est porté sur dix des sites retenus par les géologues. Or le rapport du professeur Trümpy est daté du 22 février 1983 et la conférence de presse au cours de laquelle la CEDRA annonçait que la Glaivaz passait en première priorité a été tenue à Berne le 4 mars 1983, donc dix

jours après. Dans le communiqué cité en début de cet article la CEDRA dit avoir été entendue par les géologues en novembre 1982. Admettons! Ça lui laissait trois mois pour réaliser les études demandées par les géologues. Et d'en réaliser sur dix autres sites pour qu'une comparaison puisse être établie. Où sont ces études? En réalité la CEDRA se moque des connaissances géologiques comme de sa première chemise et ne semble s'être déterminée qu'en faveur des sites les moins coûteux.

Les Américains, qui stockent leurs déchets sur le continent au lieu de les immerger comme nous, ont eu tellement d'ennuis avec ces dépôts qu'ils parlent maintenant de recommencer les immersions en mer. C'est dire que la préparation de ces dépôts

ATOME ET DÉMOCRATIE

Le syndrome d'Ollon

Infime majorité d'une infime proportion de votants (8,5%) pour le feu vert à l'entreposage de 200 tonnes d'hexafluorure d'uranium (UF₆) à l'Institut fédéral de recherches en matière de réacteurs à Würenlingen (cf. DP 670, 3.2.1983: «Un stock d'illusions»): le préavis du canton de Vaud à la Confédération (depuis 1981, c'est le peuple qui décide du sens du préavis lorsque le nucléaire est en jeu, et non plus le Conseil d'Etat) n'a pas provoqué d'intérêt significatif dans les foules vaudoises, c'est le moins qu'on puisse dire.

De là à déduire que la consultation populaire était inutile, il y a un pas que nous ne franchissons pas: où il y a eu débat public, il a pu être l'amorce d'une transparence indispensable dans un domaine qui a été trop longtemps dominé par la connivence des autorités en place, des milieux scientifiques compétents et des producteurs d'énergie. Acquis précieux, car on sait aujourd'hui que démocratie et nucléaire ne font pas bon ménage:

doit être faite avec le plus grand soin et ce n'est pas en travaillant comme le fait la CEDRA que ce résultat sera obtenu. Il serait grand temps que la Confédération se rende compte de la situation et confie ce travail à un organisme indépendant à créer, non payé par les électriciens pour dire ce que les électriciens veulent qui soit dit. Dans son rapport, le prof. Trümpy se plaint que même le simple jugement des travaux de la CEDRA soit confié à des gens déjà surchargés de diverses tâches professionnelles. A le lire, il est grand temps de penser à la création d'un organisme géologique «officiel, compétent et neutre». Et qui n'aura pas que les problèmes de déchets radioactifs à traiter. Tiens... tiens...

— *la concentration du pouvoir exigé par la politique du nucléaire flanquée d'un savoir scientifique officiel rend extrêmement aléatoire l'exercice bien compris de la démocratie;*

— *le gigantisme, la complexité, les coûts inhérents au développement de la politique du nucléaire la rendent pratiquement sourde aux critiques: priorité aux engagements financiers! Un déterminisme économique qui par définition fait bon marché de la démocratie;*

— *la politique du nucléaire, pour s'affirmer, doit pouvoir compter sur la caution de l'intérêt général; au nom de celui-ci et au nom d'une majorité dégagée à une échelle supérieure, on va imposer à des régions et à leur population des installations qu'elles n'auraient probablement pas aménagées si leur souveraineté avait été respectée; il y a là un défi au fédéralisme, et en définitive à l'équilibre démocratique tel que la Suisse le connaît.*

Les résultats du vote consultatif organisé parallèlement à Ollon sur le projet de sondage en vue de la construction d'un dépôt de déchets faiblement et

Le syndrome d'Ollon

moyennement radioactifs au Bois de la Glai vaz (voir plus haut) — «non» à 52 contre 1! — portent en eux-mêmes les prémisses de tensions qui ne sont pas près d'être désamorçées: dans la région, dans le district (Aigle), les votants ont clairement fait le lien entre les plans de la Cedra et l'affaire de Würenlingen. Parce qu'ils étaient directement concernés. Mais plus loin, et à mesure que le dépôt d'Ollon devient une perspective moins précise, l'indifférence gagne du terrain, selon le fameux principe «le nucléaire, tant que vous voulez, mais pour les retombées, adressez-vous au voisin». Un avertissement sans (trop de) frais aux milieux écologistes et antinucléaires qui commencent à se mobiliser pour défendre les deux initiatives «pour un avenir sans nouvelles centrales nucléaires» et «pour un approvisionnement sûr, économique et respectueux de l'environnement».

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Des démons et des hommes

Dimanche passé, je suis allé au Lieu, chez l'ami Cherpillod. J'ai pénétré dans l'église. J'ai feuilleté quelques livres, qui étaient proposés à l'achat, notamment un traité, *Démonologie*, de Derek Prince, paru aux éditions «Le caillou rond», au Pont. Notamment encore un témoignage de Doreen Irvine, *Arrachée aux Démons*, que je ne saurais trop recommander:

«Après s'être livrée à la drogue et à la prostitution, Doreen devient une adepte du satanisme. Avec les membres de la secte, elle rend culte à Satan lui-même. Elle fait de la sorcellerie, pratique la magie noire. Un jour, à Bristol, elle entre dans une salle

d'évangélisation dans le dessein de troubler la manifestation. Mais elle est saisie par Christ et dès lors commence un combat acharné pour sa libération, car quarante-sept démons possédaient son corps et torturaient son âme. Une histoire authentique, qui dépasse l'entendement, mais des plus actuelles.» (Prière d'insérer.)

Des plus actuelles, ô combien! Car enfin, il n'y a pas que les petits articles publiés dans *La Nation* que je signalais la semaine passée. Dans son numéro du 4 mai, *Construire*, un hebdomadaire pourtant de haute tenue, apporte sa pierre à la campagne très orchestrée (au fait, orchestrée par qui? d'où vient l'argent? et d'où vient l'inspiration? de Washington, de Moscou ou de Pékin? ou de tous les trois à la fois?) — à la campagne très orchestrée contre les pacifistes et contre le pacifisme. *La ritournelle pacifiste*, ça s'intitule. L'auteur, quant à lui, appartient à ce que j'appellerai «l'école de Genève», illustrée incomparablement par *Max und Moritz*, je veux dire MM. Werner et Marejko, dans leur mémorable *De la misère intellectuelle et morale en Suisse romande*. La méthode, on s'en souvient, s'apparente au *bircher muesli*, ou si vous préférez à l'*irish stew*, ou si vous préférez, à la salade russe. On y apprend tour à tour que le pacifisme est nourri par le mépris de la liberté, par un furieux anti-américanisme, par une phraséologie antisémite. Qu'il donne dans l'apologie du drapeau romand, dans une dangereuse irrationalité, dans la terrible tentation du nationalisme. Mais ce n'est pas tout: il donne encore dans l'arrivisme social (il me semblait bien que René Bovard et le pasteur Grenier étaient des arrivistes, mais je n'osais pas le dire — et d'ailleurs, même sans ces deux exemples particulièrement lumineux, il est bien connu que les objecteurs de conscience finissent régulièrement PDG de Hoffmann-La Roche, où ils font fortune dans la dioxine, ou dans le pire des cas conseillers fédéraux). Nous disions donc: dans l'arrivisme social, mais aussi dans l'animalité, dans l'esprit de consommation et dans les idéologies «libératoires du désir et du provincialisme intellectuel» — ne me demandez pas de

vous expliquer: je ne comprends pas, et Gaston Cherpillod, qui est beaucoup plus intelligent que moi, ne comprend pas non plus.

Enfin, selon l'auteur de la *ritournelle...*, le drapeau romand «serait le symbole de la résistance à la germanité» — moi, c'est surtout au charabia que j'aimerais résister.

Bien: je crois pouvoir ajouter que les pacifistes donnent aussi, en prétendant lutter contre la guerre, dans la haine des défavorisés: comme l'a dit M. Chessex, une guerre est toujours une très bonne chose pour les pauvres gens. Et c'est vrai que ça résoud la question du chômage, et par contre-coup les problèmes financiers des misérables.

En somme, je me demande si quelques-uns des démons expulsés de l'âme et du corps de Doreen n'ont pas trouvé refuge chez les dignes auteurs cités plus haut... Il faudra que vous lisiez, outre *Les Rebelles* de Ziegler, le traité de démonologie de Derek Prince. A toutes fins utiles!

J. C.

EN BREF

Les annonces des «salons de massages» (pas besoin d'explications) dans la feuille officielle de la ville de Berne («Anzeiger für die Stadt Bern») rapportent, bon an, mal an, 330 000 francs, somme jugée sans importance par le président du Conseil d'administration dans une déclaration au «*Berner Zeitung*». Cette feuille officielle est distribuée tous ménages chaque jour ouvrable.

* * *

Conclusion de l'éditorial du président central de l'Association suisse des employés de banque (ASEB) au lendemain de l'assemblée des délégués de fin mai à Saint-Gall: «(L'ASEB) demande que les banques se montrent dignes à l'égard de leurs employés des remarquables résultats qu'elles ont enregistrés. Ce sera le seul moyen de dissiper le malaise social engendré par la convention de 1982.» Mieux vaut tard que jamais.

MARIAGE

Le droit et la morale

La révision du droit du mariage — c'est un de ses intérêts — oblige les parlementaires à exprimer les valeurs fondamentales auxquelles ils se réfèrent.

Pas de faux-fuyants possibles, comme souvent au Parlement, dans des arguments passe-partout et impersonnels: conjoncture mondiale, inflation, situation budgétaire, respect de l'économie libérale, etc. etc.

Plusieurs députés ont exprimé leur malaise face à ce projet et aux valeurs qu'il postule. Le démocrate du centre Blocher a été, dans cet exercice, le plus incisif: ce qui est visé par le nouveau droit du mariage, a-t-il pu affirmer en substance, ce n'est plus la protection de la communauté et de la famille, mais celle de l'individu; le projet illustre bien l'incapacité actuelle des particuliers d'assumer

leurs devoirs à l'égard de la communauté et la dissolution des structures d'autorité.

En matière de mœurs et de morale — on se souvient encore du déchaînement de passions qu'a provoqué le projet de revision du Code pénal au chapitre des délits sexuels — chacun a peine à tolérer des normes juridiques qui ne recourent pas ses propres comportements... Comme si ne plus poursuivre pénalement l'inceste équivalait à promouvoir ce type de relations, comme si reviser le droit du mariage revenait à nier le modèle traditionnel et majoritaire du couple. Derrière ces réticences, c'est une tentation totalitaire qui pointe: refus d'accepter la différence! Pointe aussi la croyance que le droit peut exorciser et brider l'évolution des mœurs.

Détail piquant: les parlementaires sceptiques ou opposés à cette autonomie nouvelle des conjoints sont tous de farouches défenseurs du libéralisme économique pur et dur. Comme quoi, aujourd'hui, bon nombre de ceux qui se prétendent libéraux ne sont plus que des conservateurs.

autres innombrables publications (diable, il faut bien dépenser les trois millions reçus de la Migros pour la campagne électorale de cet automne!).

Ces dames de la section zurichoise — de loin la plus forte — de l'Alliance ont protesté contre la prise de position de leur groupe à Berne. Monika Weber, seule conseillère nationale AdI, qui a cru bon d'abonder dans le sens de Schalcher, ne s'en fait pas trop: les consommatrices la rééliront sans problème. Et tant pis pour les féministes.

PS. Pour asseoir définitivement leur crédibilité, les indépendants ont finalement dit «oui» à cette loi à laquelle ils n'avaient apporté ni amendements, ni améliorations. A l'électeur de s'y retrouver.

GAUCHE-DROITE

Dissidents en quête d'électeurs

Quelques radicaux bernois n'approuvent plus la ligne «tatchériste» de leur parti et envisagent de déposer une liste libérale pour les prochaines élections nationales. On cite parmi les candidats probables M^{me} Leni Robert-Bächtold, brillamment élue au Grand Conseil l'année passée et première des viennent-ensuite au Conseil national pour la législature qui s'achève, M. Rolf Deppeler, ancien député au Grand Conseil et candidat, non élu, au Conseil national en 1971, ainsi qu'un médecin, défenseur des droits des piétons et conseiller de Ville bien élu il y a deux ans, le D^r Fierz.

D'où viendraient les électeurs d'une telle liste? On ne peut s'empêcher de faire des rapprochements avec les tentatives politiques d'Argoviens, groupés en 1967 sous le nom de «Team 67». Leur liste pour les élections nationales portait le sous-titre «des libéraux argoviens pour une Suisse moderne». Elle était apparentée à la liste radicale traditionnelle. En 1969, «Team 67» faisait élire trois députés au Grand Conseil argovien.

Aux élections nationales de 1971, l'apparement regroupait à titre de partenaires trois autres petits partis: Alliance des indépendants, Parti populaire évangéliste, Electeurs libres et sans partis.

En 1975, l'apparement était mis au point avec les socialistes.

En 1977 «Team 67» disparaissait du Grand Conseil argovien, suivait bientôt sa dissolution; et en 1979, après adhésion au Parti socialiste, deux anciens militants de «Team 67» étaient élus conseillers nationaux (un troisième avait moins de chance).

PUB

Indépendants à la «une»

L'Alliance des indépendants, qui forme un groupe aux Chambres fédérales avec le Parti évangélique, ne sait décidément plus à quel coup de pub se vouer. En suivant leur porte-parole Heinrich Schalcher (66 ans, avocat à Winterthour, colonel de la justice militaire), qui demandait le renvoi au Conseil fédéral du projet de nouveau droit matrimonial, les indépendants ont sans doute fait la «une» des quotidiens alémaniques, mais n'ont guère fait preuve de cohérence: ils inscrivent en effet en grosses lettres leur engagement féministe dans tous leurs programmes, plates-formes et

NOVOSTI

Jardin de grands enfants

Par une mutation douteuse, l'affaire Novosti qui était au départ celle de l'agence de presse soviétique du même nom et celle de deux communistes suisses, d'ailleurs peu brillants de nature, l'affaire Novosti donc est devenue celle de deux socialistes, guère plus malins pour l'occasion, Willi Ritschard et Helmut Hubacher.

Le premier, vice-président de la Confédération, s'est comporté comme un grand enfant: ayant fait une sottise en toute innocence, il s'effraie des conséquences, se réfugie dans le silence, s'enfuit dans la maladie, ne se supporte plus avec son «crime» inavoué, déballe donc le tout et repart, soulagé, sans davantage remarquer les dégâts causés, tant par cet aveu tardif que par sa maladresse initiale. Le second, président du Parti socialiste suisse (PSS), a comme à son habitude voulu jouer. Certes, pas le tout pour le tout, mais une partie délicate qu'il a perdue par la faute de celui qu'il voulait couvrir. Car pour sauver W.R. qu'il savait «coupable», H.H. a inventé cette histoire de complot de R. Friedrich, chef du Département de justice et police (et de la Police fédérale, via le «Bund») contre W.R. Le soupçon — et le démenti cinglant — ont fourni la semaine dernière au «Blick» la matière de deux premières pages, suivies d'une autre ce mardi, qui annule tout... H.H., grand mais aussi beau joueur, laisse oublier sa première version des faits avec une élégance souveraine, sans davantage remarquer les dégâts causés, tant par cette pirouette finale que par son affabulation antérieure.

Un grand enfant et un grand joueur. Deux personnalités politiques de premier plan. Mais une politique sans consistance. Belle illustration du fait qu'à l'approche des élections nationales, Berne

s'absorbe dans les «affaires» de couloir, pour ne plus avoir à affronter les questions de fond, repoussées à l'outre-23 octobre: on peut donc toujours attendre la réponse à propos de Kaiseraugst, la réforme du droit matrimonial dans sa version définitive (la réunion de la commission des Etats est prévue pour le 11 novembre!), la loi sur la protection de l'environnement et quelques autres gros dossiers, porteurs d'avenir et d'ennuis.

Tout le temps se passe donc en intrigues dans lesquelles se complaisent quelques hommes politiques (pas tellement les femmes), vivement encouragés dans leurs travers par des chroniqueurs combineurs du Palais — avec à leur tête le très insinuateur F.A. Meyer, concierge psychiatre de haute volée, qui s'est glissé dans la confiance de plusieurs hauts responsables dont, comme par hasard H.H. et W.R., et qui a désormais tout le temps de soigner ses relations depuis que «son» hebdo, «Die Woche», a capoté.

A vouloir personnaliser la politique, on plaît sans doute aux journalistes, mais on nuit certainement à la politique. H.H. devrait apprendre à causer sans citer des noms, et à se taire enfin. Sous peine de se contredire régulièrement à six mois de là: l'automne dernier, H.H. avait surpris son monde en prenant fait et cause, lui le président du PSS, pour le candidat radical ultra R. Friedrich, dont les défauts avaient à ses yeux l'avantage d'être bien connus (droiture rigide, obsessions politiques, haine à l'endroit des gauchistes pacifistes). Et la semaine dernière, le même H.H. accusait le même Friedrich dans le même «Blick» d'avoir monté un véritable complot contre ce pauvre Willi. C'était mal connaître ce capitaine et conseiller fédéral qui, en bon militaire, ne tire pas sur les ambulances. H.H., en stragège douteux, a tiré trop haut, trop loin et surtout trop vite. Quant à W.R., toujours fantasque, il se sent de nouveau bon pied bon œil et sourit à la pensée qu'il est reparti comme avant. Merci pour lui.

En définitive, le plus ennuyeux dans tout cela pour la gauche, c'est que les deux socialistes en cause ont agi l'un et l'autre à l'insu de leur groupe parlementaire, et à l'insu de leur parti suisse. Il reste donc au PSS à déglutir le tout. Alors que chez les socialistes, on célébrait H.H. comme le président du programme intégrateur de Lugano (dont plus personne ne parle aujourd'hui d'ailleurs), alors qu'on maintenait W.R. au Conseil fédéral dans l'espoir de lui voir jouer les locomotives.

Quand on nous disait que ces gens de Novosti voulaient tout destabiliser! Eux-mêmes n'auraient pas osé rêver de pareils coups de main.

PARIS-LONDRES

Elections, pièges à chiffres

«Raz de marée des conservateurs», «Triomphe de M^{me} Thatcher». Les médias n'avaient pas assez de superlatifs, il y a quelques jours, pour rendre compte des résultats des dernières élections britanniques.

A y regarder de plus près, on constate que le vainqueur a perdu des voix par rapport à il y a quatre ans et qu'il reste minoritaire dans le pays face à ses adversaires socialistes et sociaux-démocrates. Majoritaires, mais vaincus. Magie du système électoral.

Si notre mémoire est bonne, rien de tel en 1981 lors des élections françaises: pas de débordements des titres à la «une» consacrant la nouvelle «majorité» française. Mitterrand récoltait à peine un peu plus de la moitié des suffrages et l'union de la gauche aux législatives rassemblait à peu près la majorité du pays. Une victoire à l'arraché, un coude-à-coude délicat, expliquaient alors les commentateurs. Une vérité des chiffres au-delà de la Manche, une autre en deçà.